

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac | 72025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 22 juin 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par la même auditrice qui auparavant, était associée à un autre cabinet, et qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 22 juin 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 22 juin 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	7 409 291	7 468 222	7 234 648
Compensations tenant lieu de taxes	2	99 751	95 388	95 196
Quotes-parts	3			
Transferts	4	484 770	3 225 679	1 053 157
Services rendus	5	760 675	363 031	613 109
Imposition de droits	6	413 300	737 170	494 123
Amendes et pénalités	7	107 216	87 444	103 852
Revenus de placements de portefeuille	8		5 190	12 614
Autres revenus d'intérêts	9	71 548	32 914	106 854
Autres revenus	10	4 000	652 351	212 061
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 350 551	12 667 389	9 925 614
Charges				
Administration générale	14	1 175 829	1 233 484	1 390 652
Sécurité publique	15	2 134 690	2 150 866	2 222 553
Transport	16	1 826 316	1 817 769	1 741 043
Hygiène du milieu	17	2 346 595	1 983 948	2 622 202
Santé et bien-être	18	51 923	51 714	51 923
Aménagement, urbanisme et développement	19	509 551	563 721	457 746
Loisirs et culture	20	1 412 311	1 011 550	1 140 222
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	141 727	149 068	193 690
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 598 942	8 962 120	9 820 031
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(248 391)	3 705 269	105 583
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		24 816 172	24 710 084
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			505
Solde redressé	28		24 816 172	24 710 589
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		28 521 441	24 816 172

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 154 022	796 208
Débiteurs (note 5)	2	4 093 646	3 406 760
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 919 855	1 008 539
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	7 167 523	5 211 507
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	27 531	
Emprunts temporaires (note 10)	10		168 263
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 835 350	1 187 132
Revenus reportés (note 12)	12	318 409	395 482
Dette à long terme (note 13)	13	5 262 707	6 178 033
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	80 394	107 210
Autres passifs (note 14)	15		
	16	9 524 391	8 036 120
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(2 356 868)	(2 824 613)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	30 681 328	27 396 358
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	99 000	
Stocks de fournitures	20	75 710	82 691
Autres actifs non financiers (note 18)	21	22 271	161 736
	22	30 878 309	27 640 785
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	28 521 441	24 816 172

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(248 391)	3 705 269	105 583
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	10 000)	4 257 330)	1 669 344)
Produit de cession	3		5 233	32 266
Amortissement	4	994 694	963 400	1 762 218
(Gain) perte sur cession	5		3 727	(13 626)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	984 694	(3 284 970)	111 514
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(99 000)	
Variation des stocks de fournitures	10		6 981	(21 883)
Variation des autres actifs non financiers	11		139 465	(102 344)
	12		47 446	(124 227)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	736 303	467 745	92 870
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(2 824 613)	(2 917 988)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			505
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(2 824 613)	(2 917 483)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(2 356 868)	(2 824 613)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 705 269	105 583
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	963 400	1 762 218
Autres			
▪ Gain / Perte sur cession	3	3 727	(13 626)
▪ Redressement	4		505
	5	4 672 396	1 854 680
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(686 886)	147 451
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 648 218	(361 453)
Revenus reportés	9	(77 073)	267 857
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(26 816)	(7 617)
Propriétés destinées à la revente	11	(99 000)	
Stocks de fournitures	12	6 981	(21 883)
Autres actifs non financiers	13	139 465	(102 344)
	14	6 577 285	1 776 691
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	4 257 330 )(	1 669 344)
Produit de cession	16	5 233	32 266
	17	(4 252 097)	(1 637 078)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 ())
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	1 919 855 )(	1 507 615)
Cession	21	1 008 539	499 076
	22	(911 316)	(1 008 539)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	894 500	1 826 500
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 817 595 )(	1 227 101)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(168 263)	168 263
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	7 769	(25 083)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(1 083 589)	742 579
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	330 283	(126 347)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	796 208	922 555
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	796 208	922 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 126 491	796 208

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux partenariats suivants :

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Les comptes de la municipalité et des organismes compris dans son périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les taux de participation de la municipalité dans les opérations des partenariats auxquels elle participe sont les suivants :

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes 30.04 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	17,72 %
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	14,23 %

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et des avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Autres	20 ans
Améliorations locatives	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 au bas de la page S11-4 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la «Section 3 - Commentaires sur les résultats» du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La mesure qui consistait à affecter aux DCTP la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime, ne pourra plus être utilisée à compter de 2020. Cette décision s'applique également au solde des DCTP découlant de l'utilisation antérieure de la mesure d'allègement, à l'exception des régimes pour lesquels le coût des services passés est associé à un déficit initial. Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015, et est donc exempt du retrait de la mesure d'allègement. Ce montant est amorti sur la DMERCA des salariés actifs touchés en date de la création, soit 17,75.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	869 414	879 763
Découvert bancaire	2 (	27 531)	(83 555)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	284 608	
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 126 491	796 208
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	451 800	

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	257 794	300 723
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 992 786	1 678 605
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 165 522	487 250
Organismes municipaux	15	393 157	730 985
Autres			
▪ Droits de mutation	16	169 839	122 585
▪ Autres comptes à recevoir	17	114 548	86 612
	18	4 093 646	3 406 760
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	827 563	929 050
Organismes municipaux	20	320 820	405 950
Autres tiers	21		
	22	1 148 383	1 335 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	10 672	

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 919 855	1 008 539
	32	1 919 855	1 008 539
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(80 394)	(107 210)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(80 394)	(107 210)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	82 956	93 634
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	76 055	74 132
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	24 017	22 399
	43	183 028	190 165

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel (2.45% au 31 décembre 2020) et qui sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2020, le solde non utilisé de ces facilités de crédit était de 800 000 \$ (2019 : 631 737 \$).

Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes

La Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ au 31 décembre 2020, (la QP de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 30,04 %) et portant intérêt au taux préférentiel (2,45% au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2020, le solde non utilisé de ces facilités de crédit était de 500 000 \$.

Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes

La Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit d'un montant autorisé de 800 000 \$ au 31 décembre 2020, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 17,72 %) et portant intérêt au taux préférentiel (2,45% au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2020, le solde non utilisé de ces facilités de crédit était de 529 315 \$.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La Régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé d'un montant de 750 000 \$ au 31 décembre 2020, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 14.23 %), au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, le solde non utilisé de cet emprunt bancaire était de 750 000 \$.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	2 916 657	468 618
Salaires et avantages sociaux	48	421 133	381 219
Dépôts et retenues de garantie	49	393 611	153 090
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	51	38 940	46 966
▪ Organismes municipaux	52	65 009	137 239
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	3 835 350	1 187 132

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	27 011	15 124
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	50 834	43 730
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	176 339	277 124
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Produit de la criminalité	67	1 780	3 192
▪ La Sortie des saveurs (FDT)	68	54 880	54 880
▪ Frais d'intérêts Caisse / Dive	69	7 565	
▪ Projet ORH	70		1 432
	71	318 409	395 482

Note**13. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,10	2021	2040	72	5 284 369	6 207 464
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	5 284 369	6 207 464
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(21 662)	(29 431)
					82	5 262 707	6 178 033

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	820 831			820 831
2022	84	677 773			677 773
2023	85	542 864			542 864
2024	86	550 666			550 666
2025	87	416 286			416 286
2026 et plus	88	2 275 949			2 275 949
	89	5 284 369			5 284 369
Intérêts et frais accessoires	90	()	()	()	()
	91	5 284 369			5 284 369

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99 (2 356 868)	(2 824 613)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ()	()
Autres	101 ()	()
	102 (2 356 868)	(2 824 613)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	8 997 252			8 997 252
Eaux usées	104	18 455 226	38 152		18 493 378
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	7 476 717	543 684		8 020 401
Autres					
▪ Autres	106	2 963 844	215 041		3 178 885
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	4 694 586	127 160		4 821 746
Améliorations locatives	110	47 360	2 539		49 899
Véhicules	111	1 168 971	67 741	13 825	1 222 887
Ameublement et équipement de bureau	112	802 575	42 998		845 573
Machinerie, outillage et équipement divers	113	790 048	4 022		794 070
Terrains	114	136 151	323 500		459 651
Autres	115	97 571			97 571
	116	45 630 301	1 364 837	13 825	46 981 313
Immobilisations en cours	117	833 926	2 892 493		3 726 419
	118	46 464 227	4 257 330	13 825	50 707 732
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	3 119 821	217 264		3 337 085
Eaux usées	120	7 996 023	63 996		8 060 019
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	3 202 972	251 771		3 454 743
Autres					
▪ Autres	122	1 427 289	127 538		1 554 827
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	1 413 163	121 690		1 534 853
Améliorations locatives	126	9 429	4 572		14 001
Véhicules	127	594 095	89 086	4 865	678 316
Ameublement et équipement de bureau	128	649 082	48 769		697 851
Machinerie, outillage et équipement divers	129	591 509	35 447		626 956
Autres	130	64 486	3 267		67 753
	131	19 067 869	963 400	4 865	20 026 404
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	27 396 358			30 681 328
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	99 000	
	139	99 000	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	99 000	

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	22 271	50 632
▪	143		
▪ Quote-Part Régie police	144		111 104
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	22 271	161 736

Note**19. Obligations contractuelles**

Contrats

En vertu d'obligations contractuelles, qui concerne principalement la collecte des matières résiduelles et recyclables, la municipalité s'est engagé à effectuer des versements pour un montant global de 1 169 022 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2021	397 269 \$
2022	359 382 \$
2023	344 281 \$

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

2021	47 599 \$
2022	10 762 \$
2023	8 876 \$
2024	8 876 \$
2025	8 782 \$

20. Droits contractuels

Programme de subvention

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 2 456 443 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir 1 769 875\$ dans ces travaux. À la date des états financiers, un montant de 1 176 516 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 1 279 927 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

De plus, des subventions pour le remboursement des intérêts totalisant 251 153 \$ seront reçus sur une période de 20 ans. L'échéancier de réception de ces subventions pour les cinq prochains exercices s'établit comme suit :

2021	33 059 \$
2022	29 038 \$
2023	26 916 \$
2024	24 730 \$
2025	22 481 \$

Contrat de location et de gestion

La municipalité a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2021 et 2023 et prévoient les revenus suivants :

2021	77 864 \$
2022	65 175 \$
2023	38 175 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total est estimé à 505 000 \$ ont été entreprises contre la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la municipalité contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la municipalité sont d'avis que la plupart

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres**Griefs**

Un avis de grief alléguant le non respect de la convention collective a été déposé par le syndicat des employés de la municipalité pour un montant indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ce grief, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de ce grief syndical, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale et également présentés dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données des réalisations de 2019 et du budget 2020 ont été reclassées ou regroupées.

27 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La municipalité a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La municipalité a connu une augmentation de ses revenus en 2020 comparativement à 2019. En effet, la municipalité a reçu une subvention de 515 562 \$ du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation afin de pallier aux pertes de revenus causées par la pandémie. Pour leur part, les droits de mutation immobilière supérieurs en 2020 d'environ 235 000 \$ comparativement à 2019. Les charges de fonctionnement, quant à elles, ont été maintenues au même niveau pour les deux exercices.

La municipalité prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisque des revenus supplémentaires entre autres liés aux droits de mutation immobilière viendront combler un manque à gagner lié aux revenus d'activités récréatives et culturelles.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020	Réalizations 2020			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	7 181 648	7 409 291	7 468 222			7 468 222
Compensations tenant lieu de taxes	2	95 196	99 751	95 388			95 388
Quotes-parts	3					1 662 946	
Transferts	4	543 602	483 161	1 140 316		1 578	1 141 894
Services rendus	5	601 603	705 295	405 153		26 892	363 031
Imposition de droits	6	494 123	413 300	737 170			737 170
Amendes et pénalités	7	166	500	2 487		84 957	87 444
Revenus de placements de portefeuille	8	12 614		5 190			5 190
Autres revenus d'intérêts	9	106 826	71 500	32 886		28	32 914
Autres revenus	10	22 721	4 000	30 537		(3 727)	26 810
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 058 499	9 186 798	9 917 349		1 772 674	9 958 063
Investissement							
Taxes	13	53 000					
Quotes-parts	14					38 152	
Transferts	15	462 820		2 083 785			2 083 785
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			203 575			203 575
Autres	18	176 695		420 500		1 466	421 966
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	692 515		2 707 860		39 618	2 709 326
	21	9 751 014	9 186 798	12 625 209		1 812 292	12 667 389
Charges							
Administration générale	22	1 320 623	1 119 585	1 161 739	71 745		1 233 484
Sécurité publique	23	1 956 153	1 892 523	1 906 412	70 398	1 516 128	2 150 866
Transport	24	1 479 665	1 605 204	1 521 555	296 214		1 817 769
Hygiène du milieu	25	1 777 870	1 832 179	1 893 491	537 056	(18 559)	1 983 948
Santé et bien-être	26	51 923	51 923	51 714			51 714
Aménagement, urbanisme et développement	27	453 372	503 721	559 226	4 495		563 721
Loisirs et culture	28	980 235	1 268 320	841 749	169 801		1 011 550
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	161 397	130 971	140 287		8 781	149 068
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 101 547	994 695	1 149 709	(1 149 709)		
	33	9 282 785	9 399 121	9 225 882		1 506 350	8 962 120
Excédent (déficit) de l'exercice	34	468 229	(212 323)	3 399 327		305 942	3 705 269

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés et</u>	
					<u>partenariats</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	468 229	(212 323)	3 399 327	305 942	3 705 269
Moins : revenus d'investissement	2	(692 515)	()	(2 707 860)	(39 618)	(2 709 326)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(224 286)	(212 323)	691 467	266 324	995 943
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 101 547	994 695	1 149 709	(186 309)	963 400
Produit de cession	5	17 848			5 233	5 233
(Gain) perte sur cession	6	(14 226)			3 727	3 727
Réduction de valeur / Reclassement	7		(1)			
	8	1 105 169	994 694	1 149 709	(177 349)	972 360
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(547 752)	(711 787)	(997 673)	(94 959)	(1 092 632)
	18	(547 752)	(711 787)	(997 673)	(94 959)	(1 092 632)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(7 681)	(10 000)	(14 684)	(38 335)	(53 019)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	8 919			53 354	53 354
Excédent de fonctionnement affecté	21	76 809	171 017	124 332	20 994	145 326
Réserves financières et fonds réservés	22	(24 099)	(231 601)	(262 049)	(3 972)	(266 021)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(5 138)	(5 138)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	53 948	(70 584)	(152 401)	26 903	(125 498)
	26	611 365	212 323	(365)	(245 405)	(245 770)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	387 079		691 102	20 919	750 173

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	692 515	2 707 860	39 618	2 709 326
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	178 575 )(	528 568 )(	) (	528 568)
Sécurité publique	3 (	62 930 )(	249 631 )(	35 902 )(	285 533)
Transport	4 (	966 347 )(	2 125 399 )(	) (	2 125 399)
Hygiène du milieu	5 (	148 571 )(	978 238 )(	44 477 )(	1 022 715)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	58 596)() () ()
Loisirs et culture	8 (	171 610 )(	295 115 )(	) (	295 115)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
	10 (	1 586 629 )(	4 176 951 )(	80 379 )(	4 257 330)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 (	) (	99 000 )(	) (	99 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 () () () ()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 692 733	356 154		356 154
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	7 681	14 684	38 335	53 019
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	123 132		2 426	2 426
Excédent de fonctionnement affecté	16	11 194			
Réserves financières et fonds réservés	17	223 612	146 019		146 019
	18	365 619	160 703	40 761	201 464
	19	471 723	(3 759 094)	(39 618)	(3 798 712)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 164 238	(1 051 234)		(1 089 386)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019		2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	420 520	795 831	358 191	1 154 022
Débiteurs (note 5)	2	3 212 583	4 003 590	124 810	4 093 646
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 008 539	1 919 855		1 919 855
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	4 641 642	6 719 276	483 001	7 167 523
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			27 531	27 531
Emprunts temporaires (note 10)	10	168 263			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	885 692	3 529 861	340 243	3 835 350
Revenus reportés (note 12)	12	392 290	316 629	1 780	318 409
Dette à long terme (note 13)	13	5 697 932	4 952 023	310 684	5 262 707
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			80 394	80 394
Autres passifs (note 14)	15				
	16	7 144 177	8 798 513	760 632	9 524 391
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(2 502 535)	(2 079 237)	(277 631)	(2 356 868)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	24 211 170	27 238 412	3 442 916	30 681 328
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		99 000		99 000
Stocks de fournitures	20	82 691	75 710		75 710
Autres actifs non financiers (note 18)	21	148 548	5 316	16 955	22 271
	22	24 442 409	27 418 438	3 459 871	30 878 309
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 135 594	1 642 572	10 424	1 652 996
Excédent de fonctionnement affecté	24	282 837	279 296	49 802	329 098
Réserves financières et fonds réservés	25	1 331 821	1 511 184	45 761	1 556 945
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(103 981)	(85 800)	(79 398)	(165 198)
Financement des investissements en cours	27	(531 308)	(1 582 542)		(1 582 542)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	19 824 911	23 574 491	3 155 651	26 730 142
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	21 939 874	25 339 201	3 182 240	28 521 441
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	1 776 908	1 678 582	2 722 458	2 784 080
Charges sociales	2	351 866	354 266	597 984	584 862
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	99 961	196 552	196 552	181 948
Autres biens et services	6	3 535 263	3 384 042	3 666 421	3 499 321
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	99 793	101 376	109 290	129 553
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	30 978	38 911	40 489	54 340
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	200		(711)	9 797
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 466 557	2 276 673	575 575	767 912
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	41 400	39 067	39 067	46 000
Amortissement des immobilisations	17	994 695	1 149 709	963 400	1 762 218
Autres					
▪ Créances douteuses	18		1 600	46 491	
▪ Autres réclamations dommages	19	1 500	2 604	2 604	
▪ Subvention	20		2 500	2 500	
	21	9 399 121	9 225 882	8 962 120	9 820 031

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 652 996	1 232 075
Excédent de fonctionnement affecté	2	329 098	303 831
Réserves financières et fonds réservés	3	1 556 945	1 372 216
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	165 198)	(188 517)
Financement des investissements en cours	5	(1 582 542)	(531 308)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	26 730 142	22 627 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	28 521 441	24 816 172

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 642 572	1 135 594
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	10 424	96 481
	11	1 652 996	1 232 075

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Aqueduc	12	74 526	81 797
▪ Égout	13	26 662	48 028
▪ Disposition Boues	14	46 540	48 944
▪ Transport en commun	15	104 068	104 068
▪ Patrimoine	16	27 500	
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	279 296	282 837
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie de police	22	49 802	20 994
▪	23		
▪	24		
	25	49 802	20 994
	26	329 098	303 831

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Élections	27 37 500	25 000
▪ Mandat évaluation	28 63 333	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32 100 833	25 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 253 981	753 451
Organismes contrôlés et partenariats	38 31 608	27 264
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40 14 153	13 131
Montant non réservé		
Administration municipale	41 156 370	553 370
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 1 456 112	1 347 216
	48 1 556 945	1 372 216

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 (	79 398)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	79 398)(
84 536)		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	79 398)(
		84 536)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪ Autres	72 (	85 800)(
▪	73 ()(
	74 (	85 800)(
		103 981)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	165 198)(
		188 517)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 60 041	95 765
Investissements à financer	83 (1 642 583)	(627 073)
	84 (1 582 542)	(531 308)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 30 681 328	27 396 358
Propriétés destinées à la revente	86 99 000	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 30 780 328	27 396 358
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 30 780 328	27 396 358
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (5 262 707)	(6 178 033)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (21 662)	(29 431)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 148 383	1 335 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 85 800	103 981
	98 (4 050 186)	(4 768 483)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (4 050 186)	(4 768 483)
	101 26 730 142	22 627 875

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (107 210)	(114 827)
Charge de l'exercice	4 (82 956)	(93 634)
Cotisations versées par l'employeur	5 109 772	101 251
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (80 394)	(107 210)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 5 092 026	4 588 761
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (5 095 725)	(4 588 761)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (3 699)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (76 695)	(107 210)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (80 394)	(107 210)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (80 394)	(107 210)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 762 253	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (765 952)	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (3 699)	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 191 666	172 712
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	172 712
Cotisations salariales des employés	20 191 666	172 712
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (100 315)	(93 214)
	22 ()	()
	23 91 351	79 498
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 (7 684)	4 339
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 83 667	83 837
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 283 444	250 250
Rendement espéré des actifs	33 (284 155)	(240 453)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (711)	9 797
Charge de l'exercice	35 82 956	93 634

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 372 233	589 516
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (284 155)	(240 453)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 88 078	349 063
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (112 694)	(186 568)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 157 232	136 322
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 111 556	230 096
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,77 %	6,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,77 %	6,05 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,92 %	2,93 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	5 330	4 872
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	17 962	16 419
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	6 055	5 980
	122	24 017	22 399
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 494 723	5 529 171	5 341 979
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			53 000
Autres	8			
	9	5 494 723	5 529 171	5 394 979
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	396 518	404 701	321 499
Égout	11	245 828	249 536	240 780
Traitement des eaux usées	12	360 060	360 385	317 023
Matières résiduelles	13	638 085	643 973	635 471
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000	30 907	33 021
Service de la dette	18	243 077	249 549	291 875
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 914 568	1 939 051	1 839 669
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 914 568	1 939 051	1 839 669
	27	7 409 291	7 468 222	7 234 648

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	443	443	851
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	443	443	851
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	8 616	8 153	7 799
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	91 135	86 792	86 546
	36	99 751	94 945	94 345
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	99 751	95 388	95 196
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	99 751	95 388	95 196

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			16 519
Sécurité publique				
Police	54			41 988
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56		15 928	84 964
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	9 380	44 971	32 248
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	3 136	3 136	4 641
Traitement des eaux usées	70			4 747
Réseaux d'égout	71	8 506	9 339	9 334
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	76 082	87 815	85 393
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	24 000	24 000	29 270
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	10 956	30 666	28 896
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	15 000	28 210	21 765
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	123 060	244 065	245 643
				359 765

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95	265 615	265 615	
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 755 447	1 755 447	347 573
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	62 723	62 723	115 247
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	2 083 785	2 083 785	462 820

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	139 811	143 025	143 025
Fonds de développement des territoires	136			111 738
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	57 449	57 356	57 356
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	162 841	695 870	695 870
	141	360 101	896 251	230 572
TOTAL DES TRANSFERTS	142	483 161	3 224 101	3 225 679
				1 053 157

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147		26 892	62 167
Sécurité incendie	148	50 000	20 380	67 073
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	50 000	47 272	129 240
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	4 825	5 176	4 730
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	4 825	5 176	4 730
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	118 874	98 465	118 944
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160	43 451	(4 762)	4 762
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	162 325	150 028	123 706

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	12 500	4 200	4 200
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	12 500	4 200	4 200
Réseau d'électricité	183			
	184	229 650	179 784	137 662
				257 676

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	47 645	49 882	67 583
	188	47 645	49 882	67 583
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190		27 925	27 925
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193		27 925	27 925
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196	4 000	4 695	5 018
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	4 000	4 695	5 018
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204		20	120
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	26 000	39 815	35 910
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207		1 245	4 475
Matières recyclables	208			
Autres	209	2 000	2 936	2 796
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	28 000	44 016	43 301

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	210 000	81 254	221 435
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	1 500	1 197	2 282
Autres	225	184 500	16 400	15 814
	226	396 000	98 851	239 531
Réseau d'électricité	227			
	228	475 645	225 369	355 433
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	705 295	405 153	613 109

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 230	32 300	40 153	40 153	36 196
Droits de mutation immobilière 231	381 000	697 017	697 017	457 927
Droits sur les carrières et sablières 232				
Autres 233				
	234	413 300	737 170	494 123
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	500	87 444	103 852
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	5 190	5 190	12 614
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	71 500	32 886	106 854
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations 238			(3 727)	13 626
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 239				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 240				
Contributions des promoteurs 241		203 575	203 575	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 242				
Contributions des organismes municipaux 243				6 413
Autres contributions 244		420 500	420 500	170 282
Redevances réglementaires 245				
Autres 246	4 000	30 537	32 003	21 740
	247	4 000	652 351	212 061
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	186 019	205 309		205 309	205 309	178 392
Greffe et application de la loi	2	13 115	(44)		(44)	(44)	8 919
Gestion financière et administrative	3	528 956	540 948		540 948	540 948	501 060
Évaluation	4	41 127	42 119		42 119	42 119	244 072
Gestion du personnel	5	22 328	59 820		59 820	59 820	14 392
Autres							
▪ Autres	6	328 040	313 587	71 745	385 332	385 332	443 817
▪	7						
	8	1 119 585	1 161 739	71 745	1 233 484	1 233 484	1 390 652
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 452 469	1 464 089		1 464 089	1 638 145	1 616 281
Sécurité incendie	10	376 657	363 993	70 398	434 391	434 391	484 580
Sécurité civile	11	28 992	55 862		55 862	55 862	91 926
Autres	12	34 405	22 468		22 468	22 468	29 766
	13	1 892 523	1 906 412	70 398	1 976 810	2 150 866	2 222 553
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	652 659	597 445	289 747	887 192	887 192	850 105
Enlèvement de la neige	15	480 492	476 768		476 768	476 768	427 103
Éclairage des rues	16	62 298	47 582	5 110	52 692	52 692	70 706
Circulation et stationnement	17	30 500	35 470	250	35 720	35 720	28 122
Transport collectif							
Transport en commun	18	379 255	364 290	1 107	365 397	365 397	365 007
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 605 204	1 521 555	296 214	1 817 769	1 817 769	1 741 043

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	221 953	224 060	17 598	241 658	262 811
Réseau de distribution de l'eau potable	24	181 856	293 620	218 304	511 924	559 427
Traitement des eaux usées	25	490 482	394 182		394 182	572 651
Réseaux d'égout	26	181 614	216 146	293 471	509 617	514 117
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	97 626	97 774		97 774	115 681
Élimination	28	130 912	132 063		132 063	106 040
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	165 916	160 538	5 333	165 871	174 587
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	123 248	115 713		115 713	107 802
Traitement	32	56 819	70 506		70 506	55 626
Matériaux secs	33	62 486	70 397		70 397	63 154
Autres	34	27 464	33 874	1 811	35 685	28 746
Plan de gestion	35	5 450	3 254		3 254	5 718
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 678	12 206		12 206	12 163
Protection de l'environnement	38	75 675	69 158	539	69 697	43 679
Autres	39					
	40	1 832 179	1 893 491	537 056	2 430 547	2 622 202
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	51 923	51 714		51 714	51 923
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	51 923	51 714		51 714	51 923

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	476 544	530 574	4 495	535 069	535 069	433 116
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		3 007		3 007	3 007	
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	19 434	19 434		19 434	19 434	14 936
Tourisme	49	7 743	6 211		6 211	6 211	9 694
Autres	50						
Autres	51						
	52	503 721	559 226	4 495	563 721	563 721	457 746
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	71 229	58 083		58 083	58 083	69 685
Patinoires intérieures et extérieures	54	76 022	52 954	3 589	56 543	56 543	72 537
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	488 616	448 980		448 980	448 980	424 137
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	478 769	136 488	163 722	300 210	300 210	420 689
	60	1 114 636	696 505	167 311	863 816	863 816	987 048
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	150 422	141 512	2 490	144 002	144 002	151 842
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	3 262	3 732		3 732	3 732	982
Autres	65						350
	66	153 684	145 244	2 490	147 734	147 734	153 174
	67	1 268 320	841 749	169 801	1 011 550	1 011 550	1 140 222

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	130 771	132 696		132 696	142 080	168 927
Autres frais	70		7 591		7 591	7 699	14 966
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					(711)	9 797
Autres	72	200					
	73	130 971	140 287		140 287	149 068	193 690
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	994 695	1 149 709	(1 149 709)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
	Infrastructures			
	Conduites d'eau potable	1	6 325	10 258
	Usines de traitement de l'eau potable	2	974 454	115 247
	Usines et bassins d'épuration	3		
	Conduites d'égout	4	38 152	
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 326 374	976 912
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	222 287	57 280
	Autres infrastructures	11	21 158	8 413
	Réseau d'électricité	12		
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	13	227 780	208 936
	Édifices communautaires et récréatifs	14		
	Améliorations locatives	15	2 539	17 416
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	41 472	182 346
	Ameublement et équipement de bureau	18	39 926	56 481
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 022	36 055
	Terrains	20	323 500	
	Autres	21		
		22	4 176 951	1 669 344

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
	Infrastructures autres que pour nouveau développement			
	Conduites d'eau potable	23	6 325	10 258
	Usines de traitement de l'eau potable	24	974 454	115 247
	Usines et bassins d'épuration	25		
	Conduites d'égout	26	38 152	
	Autres infrastructures	27	2 569 819	1 042 605
	Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33	632 678	501 234
		34	4 176 951	1 669 344

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 379 252		213 268	1 165 984
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 493 212	356 154	879 364	2 970 002
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 872 464	356 154	1 092 632	4 135 986
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	929 050	86 546	188 033	827 563
Organismes municipaux	10	405 950		85 130	320 820
Autres tiers	11				
	12	1 335 000	86 546	273 163	1 148 383
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 335 000	86 546	273 163	1 148 383
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 335 000	86 546	273 163	1 148 383
	19	6 207 464	442 700	1 365 795	5 284 369
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 207 464	442 700	1 365 795	5 284 369

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	4 973 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 642 583
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 124 679
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 491 304
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	300 758
Endettement net à long terme	17	5 792 062
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	40 366
Autres organismes	20	607 000
Endettement total net à long terme	21	6 439 428
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 439 428
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	41 127	41 127	243 125
Autres	3	55 557	55 468	56 452
Sécurité publique				
Police	4	1 452 469	1 342 072	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	378 564	362 106	350 856
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	415 468	353 302	(5 724)
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13	678	678	2 386
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	51 923	51 714	51 923
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	7 095	7 095	4 289
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	19 434	19 434	14 936
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	44 242	43 677	43 945
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 466 557	2 276 673	767 912

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 176 951	1 586 629
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 176 951	1 586 629

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	34,00	10 985,00	516 300	118 248	634 548
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,00	34,00	17 079,00	442 437	107 742	550 179
Cols bleus	4	13,00	39,00	15 610,00	338 530	61 796	400 326
Policiers	5						
Pompiers	6	26,00	4,00	5 095,00	221 311	32 206	253 517
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	59,00		48 769,00	1 518 578	319 992	1 838 570
Élus	9	7,00			160 004	34 274	194 278
	10	66,00			1 678 582	354 266	2 032 848

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		15 618	47 105		62 723
Réseau de distribution de l'eau potable	13	3 136				3 136
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	9 339				9 339
Autres	16	898 298	1 532 182	499 884	218 539	3 148 903
	17	910 773	1 547 800	546 989	218 539	3 224 101

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	16 885	16 642
	4	16 885	16 642
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 670	7 555
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 670	7 555
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	19 536	20 558
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	19 536	20 558
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	24 902	29 306
Réseau de distribution de l'eau potable	17	17 451	20 963
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	13 998	17 630
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	1 890	2 482
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	58 241	70 381
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	38 955	46 261
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	38 955	46 261
Réseau d'électricité			
	40		
	41	140 287	161 397

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
	Benoît Proulx	Maire	26 667	13 334	8 827	3 854
	Michel Thorn	Conseiller	10 000	5 000		
	Louis-Philippe Marineau	Conseiller	10 000	5 000		
	Régent Aubertin	Conseiller	10 000	5 000		
	Alexandre Dussault	Conseiller	10 000	5 000		
	Marie-Josée Archetto	Conseiller	10 000	5 000		
	Alexandra Lauzon	Conseiller	10 000	5 000		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 400 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	7 104 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____	\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____	\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____	\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	_____	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	102 790	\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25	105 477	\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31		\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38		\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41		\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input checked="" type="checkbox"/>	43 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44	14 923	\$
b) autres formes d'aide	45		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 343-10-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-10-01
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au secrétaire-trésorier de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 22 juin 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	7 468 222
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	192 392
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 907
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	7 244 923

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	922 134 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	929 129 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	925 631 750

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,7827 / 100 \$
--	-----------	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 575 558
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 575 558

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	403 148
Égout	11	249 183
Traitement des eaux usées	12	359 720
Matières résiduelles	13	642 140
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	28 000
Service de la dette	18	220 687
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 902 878
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 902 878
	27	7 478 436

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	443
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	443

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	9 431
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	94 807
	9	104 238

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	104 681

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	104 681

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	762 310 653 x	0,5680 /100 \$	4 329 924				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	19 810 000 x	0,5870 /100 \$	116 285				
Immeubles non résidentiels	4	54 295 671 x	0,8845 /100 \$	480 245				
Immeubles industriels	5	6 604 950 x	0,8790 /100 \$	58 058				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	14 405 700 x	1,0000 /100 \$	144 057				
Immeubles agricoles	8	78 695 270 x	0,5680 /100 \$	446 989				
Total	9			5 575 558	()	()		5 575 558
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>140,00 \$</u>
Égout	2 <u>90,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>170,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>205,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Règlement 7-2003	37,0000		par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)			par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)			par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	168,0085		par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,6092		au mètre linéaire
Règlement 12-2004	3,0832		au mètre linéaire
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900		par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500		par unité d'évaluation
Règlement 13-2013 (48e avenue)	680,0000		par unité d'évaluation
Règlement 21-2018 (Montagne)	92,0000		par unité d'évaluation
Règlement 21-2018 (Belvédère)	217,0000		par unité d'évaluation
Remplacement puits	7,0000		par unité d'évaluation
Aqueduc - unité supplémentaire	125,0000		par unité de logement
Aqueduc- commerciale mixte	80,0000		par unité
Piscine	30,0000		par piscine

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	7 478 436
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	192 388
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	28 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	7 258 048

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
 À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>936 122 244</u>
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<u>0,7753 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	480 245	58 058		144 057	116 285	446 989
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	33 830	702		9 356	2 005	13 071
Autres	5	83 817	5 572		5 950	59 825	24 535
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	597 892	64 332		159 363	178 115	484 595

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	4 329 389	535		5 575 558
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	150 510	44	11 169	220 687
Autres	5	1 402 512	28 820	43 160	1 654 191
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	5 882 411	29 399	54 329	7 450 436

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	368 516	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-08	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	9 365 611	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	543 951	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	79 179	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31		\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Chantal Ladouceur, atteste que le rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 6 juillet 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-07-01 10:24:45

Date de transmission au Ministère : 2021-07-07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Revenus						
Fonctionnement	1	9 058 499	9 186 798	9 917 349	1 772 674	9 958 063
Investissement	2	692 515		2 707 860	39 618	2 709 326
	3	9 751 014	9 186 798	12 625 209	1 812 292	12 667 389
Charges	4	9 282 785	9 399 121	9 225 882	1 506 350	8 962 120
Excédent (déficit) de l'exercice	5	468 229	(212 323)	3 399 327	305 942	3 705 269
Moins : revenus d'investissement	6 (	692 515)	()	2 707 860)	(39 618)	(2 709 326)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(224 286)	(212 323)	691 467	266 324	995 943
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 101 547	994 695	1 149 709	(186 309)	963 400
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	547 752)	711 787)	997 673)	94 959)	1 092 632)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	7 681)	10 000)	14 684)	38 335)	53 019)
Excédent (déficit) accumulé	12	61 629	(60 584)	(137 717)	65 238	(72 479)
Autres éléments de conciliation	13	3 622	(1)		8 960	8 960
	14	611 365	212 323	(365)	(245 405)	(245 770)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	387 079		691 102	20 919	750 173

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	420 520	795 831	1 154 022	796 208
Débiteurs	2	3 212 583	4 003 590	4 093 646	3 406 760
Placements de portefeuille	3	1 008 539	1 919 855	1 919 855	1 008 539
Autres	4				
	5	4 641 642	6 719 276	7 167 523	5 211 507
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			27 531	
Dettes à long terme	7	5 697 932	4 952 023	5 262 707	6 178 033
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			80 394	107 210
Autres	9	1 446 245	3 846 490	4 153 759	1 750 877
	10	7 144 177	8 798 513	9 524 391	8 036 120
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(2 502 535)	(2 079 237)	(2 356 868)	(2 824 613)
Actifs non financiers					
Immobilisations	12	24 211 170	27 238 412	30 681 328	27 396 358
Autres	13	231 239	180 026	196 981	244 427
	14	24 442 409	27 418 438	30 878 309	27 640 785
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 135 594	1 642 572	1 652 996	1 232 075
Excédent de fonctionnement affecté	16	282 837	279 296	329 098	303 831
Réserves financières et fonds réservés	17	1 331 821	1 511 184	1 556 945	1 372 216
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(103 981)	(85 800)	165 198	(188 517)
Financement des investissements en cours	19	(531 308)	(1 582 542)	(1 582 542)	(531 308)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	19 824 911	23 574 491	26 730 142	22 627 875
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	21 939 874	25 339 201	28 521 441	24 816 172

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aqueduc	23	74 526	81 797
▪ Égout	24	26 662	48 028
▪ Disposition Boues	25	46 540	48 944
▪ Transport en commun	26	104 068	104 068
▪ Patrimoine	27	27 500	
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	279 296	282 837
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	49 802	20 994
	34	329 098	303 831
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
▪	35	1 511 184	1 331 821
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	45 761	40 395
	37	1 886 043	1 676 047

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 491 304
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 439 428

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 970 002	3 493 212
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 165 984	1 379 252
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	827 563	929 050
Autres	8	320 820	405 950
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	5 284 369	6 207 464

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019 Administration municipale	Budget 2020 Administration municipale	Réalizations 2020 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	7 181 648	7 409 291	7 468 222	7 468 222
Compensations tenant lieu de taxes	12	95 196	99 751	95 388	95 388
Quotes-parts	13				
Transferts	14	543 602	483 161	1 140 316	1 141 894
Services rendus	15	601 603	705 295	405 153	363 031
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	506 903	413 800	744 847	829 804
Autres	17	129 547	75 500	63 423	59 724
	18	9 058 499	9 186 798	9 917 349	9 958 063
Investissement					
Taxes	19	53 000			
Quotes-parts	20				
Transferts	21	462 820		2 083 785	2 083 785
Autres	22	176 695		624 075	625 541
	23	692 515		2 707 860	2 709 326
	24	9 751 014	9 186 798	12 625 209	12 667 389

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	1 119 585	1 161 739	71 745	1 233 484	1 233 484	1 390 652
Sécurité publique							
Police	2	1 452 469	1 464 089		1 464 089	1 638 145	1 616 281
Sécurité incendie	3	376 657	363 993	70 398	434 391	434 391	484 580
Autres	4	63 397	78 330		78 330	78 330	121 692
Transport							
Réseau routier	5	1 225 949	1 157 265	295 107	1 452 372	1 452 372	1 376 036
Transport collectif	6	379 255	364 290	1 107	365 397	365 397	365 007
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 075 905	1 128 008	529 373	1 657 381	1 210 782	1 909 006
Matières résiduelles	9	669 921	684 119	7 144	691 263	691 263	657 354
Autres	10	86 353	81 364	539	81 903	81 903	55 842
Santé et bien-être	11	51 923	51 714		51 714	51 714	51 923
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	476 544	530 574	4 495	535 069	535 069	433 116
Promotion et développement économique	13	27 177	25 645		25 645	25 645	24 630
Autres	14		3 007		3 007	3 007	
Loisirs et culture	15	1 268 320	841 749	169 801	1 011 550	1 011 550	1 140 222
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	130 971	140 287		140 287	149 068	193 690
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	8 404 426	8 076 173	1 149 709	9 225 882	8 962 120	9 820 031
Amortissement des immobilisations	20	994 695	1 149 709	(1 149 709)			
	21	9 399 121	9 225 882		9 225 882	8 962 120	9 820 031

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	692 515	2 707 860	39 618	2 709 326
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	1 586 629 )(	4 176 951 )(	80 379 )(	4 257 330)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	) (	99 000 )(	) (	99 000)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 692 733	356 154		356 154
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	7 681	14 684	38 335	53 019
Excédent accumulé	6	357 938	146 019	2 426	148 445
	7	471 723	(3 759 094)	(39 618)	(3 798 712)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 164 238	(1 051 234)		(1 089 386)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14